

La liberté de la presse en Chine populaire à trois mois des Jeux olympiques

Au moment même où les autorités de Pékin promettaient aux membres du Comité international olympique en juillet 2001 que la liberté de la presse serait pleinement garantie avant et pendant les Jeux olympiques, quatorze journalistes et dix cyberdissidents chinois étaient emprisonnés. Aujourd'hui, ils sont une centaine de reporters, de cyberdissidents, d'internautes et de défenseurs de la liberté d'expression incarcérés en Chine. La dernière arrestation en date, celle du blogueur Hu Jia, remonte à fin décembre 2007. Il a, depuis, été condamné à trois ans et demi de prison pour avoir publié trois articles critiques sur un site basé à l'étranger et répondu aux questions de correspondants étrangers.

La liberté de la presse n'est toujours pas garantie en Chine, malgré les efforts de certains médias qui repoussent les limites imposées par le Département de la propagande. Les médias chinois travaillent toujours sous l'emprise de la censure d'Etat. Comme l'ont montré les récents événements du Tibet, sur les sujets sensibles, le gouvernement détient le monopole de l'information. "Dans la rédaction, nous savons que dès qu'il s'agit d'un sujet qui concerne les leaders du Parti, les nominations d'officiels ou des sujets internationaux comme la Corée du Nord, il faut attendre la dépêche de l'agence *Xinhua*, a expliqué à Reporters sans frontières un journaliste du *Beijing News*. Publier quelque chose avant, c'est trop risqué. Tout le monde est au courant des interdits : les minorités, la liberté religieuse et Falungong." Le gouvernement ne se prive pas de rappeler à l'ordre les médias libéraux. En mars 2007, le magazine économique *Caijing*, source d'information privilégiée de la communauté internationale, a été contraint de censurer un article sur l'adoption d'une nouvelle législation sur la propriété privée. La rédaction a également été obligée de retirer des articles de son site Internet.

La crise au Tibet et les manifestations internationales lors du passage de la flamme ont réveillé les démons du nationalisme chinois. Avec la bienveillance des autorités, des internautes, certains journalistes et des citoyens chinois sont partis en guerre contre les "séparatistes tibétains" et tous ceux qui les soutiennent, notamment les médias internationaux. Des journalistes de la presse libérale, notamment du journal *Nanfang Dushi Bao*, ont également été harcelés pour des éditoriaux jugés trop timides.

Les "prisonniers olympiques"

Ceux, parmi les dissidents qui ont mené campagne sur la situation des libertés avant les JO, sont les cibles d'une répression impitoyable. L'exemple le plus médiatisé est celui du militant Hu Jia. Son incarcération est liée à son rôle essentiel dans la dénonciation des violations des droits de l'homme auprès de la presse étrangère et des diplomates. En arrêtant et en punissant Hu Jia, le gouvernement adresse un message très clair aux dissidents chinois : "Attention, si vous parlez aux étrangers à propos des Jeux olympiques, vous subirez le

même sort." Les autorités adressent également un avertissement à la presse étrangère : "Vous voyez, celui que vous adoriez interviewer, nous pouvons l'arrêter et le condamner à plusieurs années de prison sans que personne puisse nous en empêcher." Enfin, c'est un pied de nez aux ambassades occidentales, notamment européennes, qui avaient trouvé en Hu Jia un dissident modéré et charismatique qu'elles pouvaient rencontrer dans la capitale.

Comble du cynisme, dans l'acte d'accusation de Hu Jia, la police politique et le procureur n'ont pas oublié de citer deux interviews accordées par le jeune militant à des médias étrangers.

D'autres témoins gênants ont été emprisonnés : la militante des droits de l'homme, Zheng Mingfang, a été envoyée pour deux ans dans un camp de rééducation par le travail, début avril, pour une lettre ouverte publiée sur les JO. En mars, c'est Yang Chunlin, initiateur de la campagne "Nous voulons les droits de l'homme, pas les JO", qui a été condamné à une peine de cinq ans de prison par le tribunal intermédiaire de Jiamusi (Nord-Est). Deux autres animateurs de cette campagne, Wang Guilin et Yu Changwu sont également détenus. Mi-avril, ce fut au tour de Wang Lianmin, un habitant d'un quartier condamné à être détruit pour faire place à des installations olympiques, d'être arrêté par la police car il s'opposait à la destruction de sa maison.

La répression s'est également abattue sur les contributeurs chinois de sites d'informations hébergés à l'étranger. Une dizaine de collaborateurs du site d'informations *Boxun*, basé aux Etats-Unis, sont actuellement emprisonnés. Sun Lin, correspondant de *Boxun* en Chine, a été arrêté par la police le 30 mai à Nanjing (Est). Il avait dénoncé des abus de pouvoir, notamment dans des vidéos diffusées sur le site. Huang Jinqiu, autre correspondant régulier de *Boxun*, est détenu depuis 2003. Il a été condamné à douze ans d'emprisonnement pour "subversion du pouvoir de l'Etat" dans la province du Jiangsu (Est). Et en août 2007, le cyberdissident et blogueur He Weihua a été interné de force dans un hôpital psychiatrique du Hunan (Sud). Selon ses proches, cette décision est liée à ses articles publiés sur son blog www.boxun.com/hero/hewh/.

Des journalistes emprisonnés dans des conditions déplorables

Les conditions de détention sont difficiles, et la majorité des prisonniers d'opinion sont contraints de travailler. Avant d'être libéré le 5 février 2008 deux ans avant la fin de sa peine, le journaliste de Hong Kong, Ching Cheong, était incarcéré dans une prison de Canton. Son épouse avait raconté à Reporters sans frontières les conditions de détention de son mari : "Ching Cheong est dans une cellule avec 12 autres prisonniers, la plupart des criminels condamnés à de lourdes peines. Dans la prison, il y a deux usines. Lui, il doit travailler huit heures par jour, avec des heures supplémentaires deux fois par semaine, jusqu'à 21 heures le soir. Il fabrique des uniformes de police. Les prisonniers ne sont pas payés. Avant d'être arrêté, Ching Cheong avait déjà des problèmes de pression artérielle. Mais cela ne se produisait que deux ou trois fois par an. Maintenant, c'est tous les jours. Il souffre de la discipline militaire qui règne dans la prison. Il a perdu 15 kilos depuis son arrestation. Vous savez, le premier mois de détention à Pékin a été extrêmement dur. Un traitement que l'on peut considérer comme de la torture mentale." De son côté, le journaliste Shi Tao, condamné à dix ans de prison pour avoir envoyé à l'étranger un email classé secret d'Etat, est contraint de polir des bijoux dans sa prison. Sa santé s'est détériorée en raison de ce travail forcé.

L'avocat et cyberdissident Guo Feixiong a subi des mauvais traitements pendant les interrogatoires qui ont suivi son arrestation en septembre 2006. En juin 2007, son épouse avait écrit une lettre au rapporteur spécial des Nations unies chargé des questions de torture. Le cyberdissident a été attaché à son lit pendant des semaines, puis empêché de dormir pendant plusieurs jours. Guo Feixiong a mené une grève de la faim de près de 40

jours pour protester contre ses conditions de détention. Les autorités ne lui ont pas pardonné la publication de son ouvrage "Le tremblement de terre politique de Shenyang", dans lequel il dénonçait la corruption des fonctionnaires de cette ville de la province du Liaoning (Nord-Est).

Le Tibet, black-out et propagande

En Chine comme à l'étranger, les médias chinois ont reçu l'ordre de montrer que les Tibétains sont des "émeutiers" et des "terroristes". Ainsi, le 16 avril, *Xinhua* a annoncé que les autorités avaient trouvé des armes, de la dynamite et des récepteurs satellites dans onze monastères du Gansu. La présentatrice de télévision et chanteuse tibétaine Jamyang Kyi, a été interpellée à son bureau de la chaîne d'Etat *Qinghai Television* le 1er avril 2008 à Xining dans la province du Qinghai (Ouest).

Et pour empêcher les populations tibétaines d'accéder à des informations non censurées, le brouillage des radios internationales qui émettent en tibétain, notamment *Voice of Tibet* et *Radio Free Asia*, a été renforcé. "Depuis le 16 mars, nous avons noté une forte augmentation du brouillage, notamment dans les villes où le gouvernement a investi des dizaines de millions de dollars en matériel pour empêcher les Tibétains de nous écouter", a expliqué à Reporters sans frontières Oystein Alme, directeur de *Voice of Tibet*.

Au Xinjiang, région originellement peuplée de musulmans ouïghours, le manque de liberté d'expression est criant. En 2007, l'un des fils de la célèbre militante exilée Rebiya Kadeer, Ablikim Abdiriyim, a été condamné à neuf ans de prison pour avoir diffusé des articles "sécessionnistes" sur Internet. Selon *Xinhua*, Ablikim Abdiriyim a tenté de donner une mauvaise image des "droits de l'homme et des politiques ethniques en Chine".

Quelles conditions de travail pendant les JO ?

C'est dans un contexte tendu et hostile que des dizaines de milliers de journalistes vont arriver à Pékin et en Chine pour couvrir les Jeux olympiques. Les autorités de Pékin se vantaient d'offrir des conditions idéales à la presse étrangère, soulignant les progrès accomplis grâce à l'adoption de nouvelles réglementations en janvier 2007. Celles-ci garantissent, jusqu'en octobre 2008, une liberté de mouvement et d'interview qui n'existait pas auparavant.

Ces améliorations bien réelles étaient citées en exemple par les officiels de Pékin et le CIO, satisfaits de pouvoir affirmer que les JO apportaient la liberté de la presse à la Chine. Mais la crise au Tibet a fait voler en éclats ces maigres avancées. La région a été fermée à la presse, plus de soixante journalistes ont été interpellés, intimidés ou obligés de rebrousser chemin alors qu'ils tentaient de se rendre dans des régions à peuplement tibétain.

Les autorités ont établi des fiches sur près de trente mille journalistes qui seront accrédités pour les Jeux olympiques. Officiellement, il s'agit d'identifier les "faux journalistes" et d'aider les responsables chinois à répondre aux interviews. Mais le gouvernement n'a pas précisé quels types d'informations seront collectés. Ce projet de fichage des reporters étrangers a été confirmé par un consultant étranger travaillant avec le comité organisateur des Jeux olympiques. Le Département de la sécurité d'Etat a été chargé de répertorier les reporters et les militants qui pourraient "perturber" les JO.

Des reportages impossibles

La police a ordre de repousser les journalistes étrangers qui tenteraient de se rendre aux domiciles de dissidents ou de personnalités réformatrices, et d'entrer dans des villages où

ont eu lieu des troubles. En 2007, pas moins de sept journalistes ont été interpellés ou agressés alors qu'ils tentaient d'accéder au village de Shengyou (sud de Pékin) où, en 2005, des hommes de main de responsables locaux avaient tué six personnes et blessé plus de cinquante autres. Cela a concerné l'*Agence France-Presse*, la *BBC World Service* et la correspondante de *Swiss TV*, Barbara Luthi, qui a été frappée par des policiers. Et des journalistes allemands ont reçu fin 2007 des pierres lancées par des voyous employés par la police pour les éloigner de la maison de l'épouse de l'avocat aveugle emprisonné Cheng Guangcheng.

Pour réaliser des reportages autres que sportifs, les milliers de journalistes étrangers, dont une infime minorité parle chinois, devront également trouver des journalistes ou des traducteurs chinois qui accepteront de prendre des risques. Le Guide des correspondants pour les JO, élaboré par les autorités, recommande, pour trouver un traducteur, de contacter les organismes accrédités par le gouvernement.

Ceux qu'on appelle les "fixeurs", chargés d'aider les journalistes étrangers à organiser leur reportage, sont encore rares et travaillent sous la pression de la police. Cela reste un métier à risque comme l'a montré le cas de Zhao Yan, journaliste chinois et chercheur pour le *New York Times*, qui vient de purger une peine de trois ans de prison. A travers lui, les autorités voulaient intimider tous les journalistes chinois qui ont "trahi" en travaillant pour la presse étrangère. La loi n'autorise toujours pas les médias étrangers à embaucher un Chinois comme journaliste.

Une hostilité affichée envers la presse étrangère

Depuis le 10 mars 2008, date de la première marche de moines à Lhasa, on assiste à des manifestations plus ou moins spontanées visant les médias étrangers accusés d'être anti-chinois. Alors que les autorités de Pékin expulsaient manu militari les derniers journalistes du Tibet, des internautes et la presse officielle ont lancé les premières attaques contre la "clique du dalai-lama" et les médias occidentaux qui accordaient, selon eux, une couverture trop large et orientée à cette nouvelle révolte tibétaine.

Bien que sur l'Internet chinois il soit impossible de publier un message sur le Tibet sans qu'il soit tout d'abord filtré et contrôlé par les cybercenseurs, des appels au meurtre des "séparatistes tibétains" sont apparus. Quelques jours plus tard, les menaces de mort visaient les médias étrangers après le fiasco de la visite organisée d'une vingtaine de correspondants étrangers à Lhasa.

Les correspondants de la chaîne *CNN* sont particulièrement visés par cette campagne virulente accusant ses journalistes d'être les "leaders des menteurs" et des racistes. Le site anti-cnn.com, qui dénonce les « mensonges » de la chaîne d'Atlanta et d'autres médias occidentaux, demande aux Chinois d'envoyer des fax et des emails à *CNN* pour demander des excuses. Quelques erreurs sur l'origine de photos ou d'images sont présentées comme des preuves évidentes que les journalistes étrangers sont des "menteurs antichinois". Et quand un commentateur de *CNN* lance une attaque assez rude à l'encontre du gouvernement chinois, c'est tout le peuple chinois qui est "insulté" et demande des excuses.

Des messages aux formules injurieuses : "Vous, chiens errants [Américains] n'êtes pas les bienvenus en Chine. Vous allez souffrir à cause de vos reportages biaisés" et menaçantes : "Tôt ou tard, je vais vous tuer", sont envoyés par centaines aux journalistes basés à Pékin. Et les coordonnées personnelles de journalistes, notamment ceux de l'agence *Associated Press*, et des quotidiens *The Wall Street Journal* et *USA Today*, ont été mises en ligne sur des sites chinois, fin mars. Offrant ainsi des cibles faciles aux nationalistes autorisés à manifester.

Face à l'ampleur de la crise, le Club des correspondants étrangers en Chine a adressé, dès le 7 avril, des consignes de sécurité à tous ses membres. Les mesures enjoignent notamment de prendre contact avec son ambassade, de ne pas divulguer ses coordonnées personnelles, d'alerter son entourage lors de déplacements ainsi que de répertorier les menaces les plus flagrantes.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a déclaré ne pas être en mesure de contrôler ces messages, et n'a jamais privilégié la sécurité des journalistes étrangers.

Aux ordres de la propagande

La presse chinoise est très enthousiaste pour les Jeux olympiques. Plusieurs publications, radios, sites Internet et chaînes de télévision ont été créés spécialement pour l'occasion. Mais encore une fois, la censure veille. Fin 2007, un ordre du Département de la propagande est venu rappeler aux médias que les questions de pollution et les problèmes sanitaires devaient impérativement être traitées de manière "positive". Peu de temps auparavant, en novembre, dans un document interne, le Département de la propagande mettait en garde les rédactions qui ne respectent pas "les règles de discipline mises en place pour l'information". Les instructions sont claires : "1- "Interdiction de reportage" signifie : interdiction d'écrire un reportage sur le sujet. - 2- "Ne pas envoyer de reporter" signifie : autorisation de publier l'article standard de l'agence *Xinhua* ou bien de reproduire le reportage, article (contribution) d'un média local. - 3-"Interdiction de critiquer" signifie : aucun commentaire sur les propos y compris au moyen d'un dessin."

Dans les rédactions, on sait que les ordres venant de Pékin ne peuvent pas être contredits. Chaque année, des dizaines de journalistes sont victimes de purges. Début 2007, Huang Liangtian a été limogé de la direction du mensuel *Bai Xing* (Masses populaires) pour avoir multiplié les enquêtes sur les conditions de vie dans les zones rurales et révélé que l'administration d'une région pauvre de la province du Henan (Centre) avait fait construire une place plus large que celle de Tiananmen à Pékin. "Je ne suis pas sûr que la liberté de la presse va s'améliorer pour les médias gouvernementaux. Je suis triste que ma vie de journaliste s'arrête ainsi", a expliqué Huang Liangtian à Reporters sans frontières. En juillet, c'était au tour de Pang Jiaoming du *China Economic Times* d'être sanctionné par les autorités pour avoir publié une enquête sur la mauvaise qualité des matériaux de construction des rails de la première ligne de train à grande vitesse reliant Wuhan à Canton.

Afin de ne pas perdre une situation de monopole économique et de contrôle politique, les autorités chinoises refusent, malgré les appels répétés de l'Union européenne et des Etats-Unis, de faire évoluer la réglementation sur les agences de presse étrangères opérant dans le pays. Le gouvernement de Pékin continue à affirmer qu'il n'avait pas signé de disposition l'obligeant à libéraliser le marché des informations financières lors de son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce. Les médias chinois n'ont pas le droit d'acheter directement des informations, des photographies ou des vidéos aux agences de presse étrangères.

Big brother version chinoise

Autre domaine où la Chine populaire excelle, le contrôle de la Toile. Depuis 2007, des patrouilles de la "cyberpolice" ont été mises en place dans plusieurs grandes villes chinoises, pour surveiller les connexions des internautes et inciter à la délation. Une vingtaine d'entreprises, notamment américaines, ont été contraintes de signer un "Pacte d'autodiscipline" qui les oblige à censurer le contenu des blogs qu'elles hébergent en Chine et à demander aux blogueurs de communiquer leur identité. Les fermetures de sites Internet ont été très nombreuses lors du dix-septième Congrès du Parti communiste à Pékin en octobre. Les forums des sites d'informations les plus connus étaient fermés "par précaution"

le temps du congrès, afin qu'aucune information ne dénote de la ligne politique fixée par les autorités. A cette occasion, Reporters sans frontières a publié un rapport réalisé par un internaute chinois, qui fait état du système de censure du Web en vigueur dans le pays. Cinq bureaux gouvernementaux disposent de services dédiés à la surveillance du contenu des sites et des e-mails.

Au moins 50 cyberdissidents et internautes sont actuellement enfermés en Chine pour avoir usé de leur droit à la liberté d'expression sur le Web. Les autorités chinoises ont fermé des sites Internet au Tibet, notamment le forum de discussion le plus fréquenté par les étudiants tibétains (<http://www.tibet123.com>), les privant d'outil pour donner leur avis sur la politique du gouvernement. En juillet, le forum de discussion *Mongolian Youth Forum* (www.mglzaluus.com/bbs), très populaire en Mongolie intérieure, a été fermé par les autorités. Selon l'un de ses animateurs, les autorités reprochaient les discussions fréquentes abordant les "problèmes ethniques" de cette province chinoise.

Les firewalls mis en place sont très réactifs. Ainsi, après seulement quelques heures, le site de Reporters sans frontières en chinois - www.rsf-chinese.org -, lancé fin mai, a été bloqué. La cyberpolice utilise visiblement des logiciels contenant des filtres par mots clefs. Sans se soucier des conséquences pour les internautes chinois, toute adresse IP liée à un site jugé indésirable est bloquée sans préavis.

A la demande du Comité international olympique et de certains gouvernements européens, des sites Internet, notamment les versions anglaises de Wikipedia, YouTube et Blogspot, ont été débloqués le 1er avril dernier. Mais les versions en chinois de ces sites sont toujours bloquées. La grande majorité des sites d'informations en chinois basés à l'étranger ne sont toujours pas accessibles.

Promesses trahies

Les promesses de Wang Wei, en 2001, à Moscou, qui annonçait une "liberté de la presse totale" sont loin d'être respectées. Et les correspondants étrangers en Chine sont majoritairement d'accord avec ce point de vue. Selon un sondage réalisé en 2007 par le FCCC, à la question : "Est-ce que la Chine respecte la promesse faite en 2001 par Wang Wei, un organisateur des JO de Pékin qui disait : "Nous donnerons aux médias étrangers toute liberté de reportage", plus de 67 % répondent "Non". Seulement 8,6 % des journalistes interrogés répondent "Oui".

Reporters sans frontières, Avril 2008